

JECO 2016 (08-10 novembre 2016)

« La grande mise à jour »

*Ci-joint les notes prises lors des conférences à l'occasion des JECO à Lyon du 08-10 novembre 2016 sur le thème
« La grande mise à jour »*

Ce ne sont que des notes... La plupart des conférences citées ont été filmées et sont disponibles sur le site des JECO.

(Les abréviations en gras se réfèrent souvent aux initiales des intervenants (ex : PA = Philippe A ghion)).

J. Coquet

La grande mise à jour 08/11/2016 10h-11h séance d'ouverture

G. Collomb, Président Gd Lyon Métropole

Education a un rôle central.

Ecole primaire pas performante, distorsions s'accroissent.

Les enseignements sont trop généralistes. L'enseignement des langues est problématique.

Cela pose un pbl dans l'éco de la connaissance.

L. Gallois

Qu'attendre de l'Europe ?

L'opinion publique s'interroge sur l'Europe. Il y a des doutes très profonds. La politique éco pose des pbl aux pays du sud de l'Europe. On a des difficultés à faire une Europe de la défense.

Les citoyens ont l'impression que l'Europe s'effiloche. Il faut redonner un sens à l'Europe.

Avant les solutions, il faut repenser ou au moins préciser sa finalité, sa raison d'être. Redonner un sens.

B. Bigot, président de la fondation des universités de Lyon

La vision du progrès technique est assez restrictive pour la population.

Il faut repenser par exemple l'énergie car ce fut la source du progrès ...

Les nanotechnologies sont un potentiel très important.

Il faut une vision large du PT

J. L. Guyader

Le PT enthousiasme et bcp moins la mondialisation.

Comment la faire évoluer ?

Il y a des opportunités à saisir mais il faut prendre des risques.

Il faut s'adapter, avoir le courage et faire de vrais choix.

Il y a des choix stratégiques à faire comme par exemple dans l'auto. La moyenne gamme n'est pas viable pour la France.

Le moment va être douloureux car il y aura des créations et des destructions d'emplois.

Il faut faire de la mondialisation positive.

Emmanuel Imberton

La révolution numérique change la vie des salariés et accélère les processus et la mondialisation.

Ce qui était vrai hier ne l'est plus aujourd'hui dans les entreprises.

Il y a de nombreuses TPE qui éprouvent des difficultés face à la transition numérique cependant cette transition est verticale (client/frssr) et horizontale (l'ensemble des services).

Il faut une université à la hauteur des ambitions.

Il faut la matière grise indispensable + créer un écosystème propice pour les entrepreneurs (ex : « lyonville » de l'entrepreneuriat).

Jérôme Ballet

Un élément important est la conciliation vie privée/publique :

- Il faut plus de flexibilité sur les horaires de travail
- Le droit à la déconnexion
- Télétravail (peu développé en France)
- Une culture managériale avec plus de délégation, d'autonomie

Marc-Olivier Strauss Khan

Les économistes n'ont pas su prévenir, expliquer l'augmentation des inégalités malgré la construction européenne. Il faut agir au niveau local et construire au niveau régional : européen. L'€ atténue les chocs de taux de change au sein de la zone. On assiste à une CV entre les pays avec par exemple les taux d'intérêt.

Selon l'enquête de la BDF

Intérêt pour l'éco des Français ? 52% se disent intéressés et en baisse stt pour les jeunes et les CSP les moins favorisées.

Le niveau de connaissance des français ? Ils se considèrent comme moyen.

Il faut faire de la pédagogie sur l'éco.

Citéco.fr (info sur économie) propose de nombreuses informations.

Les français veulent des info sur les finances publiques et l'emploi.

La majorité des français surestime l'inflation.

La majorité des français sont pour une réforme en faveur de la libéralisation des marchés, sur les réformes du marché du travail, les résultats de l'enquête sont moins tranchés.

Il y a des inquiétudes sur la PAC, Schengen, l'élargissement de l'UE et libre échange.

La majorité des français ne pense pas que l'Euro est remis en cause.

La plupart des français sont en faveur d'un renforcement de l'Europe.

G.C.

Les français comprennent qu'il faut libéraliser mais ils ont certaines craintes ce qui entraîne un repli.

La protection sociale est totalement en décalage avec l'environnement économique et social.

Notre industrie doit muter. Il ne faut pas préserver les emplois mais les personnes : la flexsécurité.

JL G

Zone euro = zone de plus basse croissance depuis 10 ans

Est-ce un pbl de réglage macro lié aux politiques de rigueur ?

La zone euro n'a pas de mécanisme interne de CV. Cela se traduit par le renforcement des forts et l'affaiblissement des faibles.

On ne peut faire l'économie de mécanismes de CV.

Qd on interroge les européens sur des référendum, ils vont vers la non intégration européenne ? Cela pose pbl aujourd'hui.

L'Europe doit devenir concrète, une Europe de projet et non d'institutions ou de réglages macro.

Il y a un pbl sur la jeunesse européenne, sur l'Afrique. Or nous ne travaillons pas ensemble au niveau européen.

On est incapable de se coordonner dans le domaine de l'énergie (ex : l'énergie intermittente et renouvelable déstabilise le nucléaire français)

Sur le numérique, il y a le pbl des GAFAs parfois plus puissant que les Etats, que fait l'Europe ?

80 M de pauvres en Europe, Que faisons nous en Europe ?

Il y a d'importantes inégalités régionales, une concentration des moyens sur les grandes villes ? L'Europe a un risque d'explosion à ne pas sous-estimer.

Il y a le pbl de la France périphérique.

**Le monde est différent
11h-13h**

P. Artus

Le monde est devenu + régional

J.L. Gallois

Le monde est moins prévisible

L. Berger CFDT

Le monde est devenu plus horizontal

J. Pisani Ferry

Le monde est devenu plus rond

Garcia Penalosa

Le monde est plus inégal

Gervey Pélissier

Le monde est devenu plus pressé

Patrick Artus

Le monde est devenu une éco de service.

Cela se voit dans les chiffres, la p° industrielle est au même niveau qu'en 2007, le commerce mondial le reflète.

On est dans une éco de plus en plus sur les services.

Cela vient du vieillissement de la population, l'enrichissement de la population qui augmente la part des services car la demande évolue.

Csq :

Le commerce mondial progresse peu car le poids de l'industrie diminue, les échanges de services augmentent peu. On ne remplace pas les échanges de biens par des échanges de services.

Les pays qui vivaient du commerce mondial de marchandises vont mal (Taïwan) et la concurrence par les coûts plus fortes (Espagne vis-à-vis des partenaires européens).

Il y a une bipolarisation du marché du travail, la création d'emplois qualifiés et peu qualifiés (services à la personne).

Il y a moins de création d'emplois intermédiaires ce qui pose un pbl social.

Il y a moins de croissance car moins de gains de productivité dans les services que dans l'industrie. Comme les services se développent la productivité décroît.

Structurellement, on risque d'avoir moins besoin d'investir dans une éco de service donc on fabrique trop d'épargne.

A ceci s'ajoute :

- la déségmentation des processus de p° ce qui renforce l'effet de la désindustrialisation sur le commerce mondial = démondialisation de l'éco réelle
- on mondialise encore plus la finance mondiale = mondialisation de la finance.

J-L G

La Mondialisation, la financiarisation et le numérique sont les mutations qui caractérisent ces 20 dernières années.

La mondialisation remodèle la carte des puissances.

On constate la création de classe moyenne dans les pays émergents (la misère a reculé dans le « Tiers Monde »). On a exporté nos classes moyennes car dans les PDEM les classes moyennes souffrent.

Il y a une fracture dans les populations qui est problématique.

Les entreprises sont de plus en plus mondiales et on ne régule pas (OMC, institutions de B Woods ne font pas leur travail).

La financiarisation:

Il y a un pbl dans la recherche de rendements disproportionnés par rapport à l'éco réelle.

Les normes IFRS, le management actionnarial ont pour obj la maximisation de la valeur actionnariale ce qui a des effets pervers (hedge funds, paradis fiscaux, déconnexion avec l'économie réelle).

Les entreprises n'ont plus de valeur réelle obligatoirement.

Cela conduit au délaissement de l'lent productif qui n'a pas les rendements souhaités par les marchés financiers.

Il y a un excès d'épargne sur l'lent.

Le numérique :

On ne mesure pas encore l'impact sur la productivité car on n'a pas obligatoirement les outils pour le faire.

On a une modification du travail. Il faut assurer une transition en matière de formation et des sécurités nouvelles affectées à la personne.

Le CPA (cte personnel d'activité) est passé assez inaperçu.

Il n'y aura pas de disparition du salariat.

Le numérique pose le pbl des monopoles numériques avec les GAFAM.

Laurent Berger

On n'a pas redéfini ce qu'était le progrès humain.

On manque de vision sur la finalité de l'éco et les moyens à emprunter pour avoir un monde moins compliqué.

On n'a pas les bons indicateurs. On a eu un dogme de la croissance quantitative.

Il faut repenser la finalité de l'éco vers la qualité, la montée en gamme, la valorisation du capital humain.

La compétitivité n'est pas qu'une logique de baisse des coûts.

Il faut trouver le bon niveau d'actions et d'impulsions.

Le niveau européen est important. Il faut ici un Etat stratégie qui facilite la coopération entre les acteurs. Il faut un dialogue éco et social + performant.

Il y a aussi la question de la mise en œuvre des réformes avec un accord entre les acteurs.

Il faut se poser la question de la finalité de l'entreprise.

La financiarisation pose pbl car ce n'est pas la seule finalité de l'entreprise.

Il faut investir dans la formation initiale et continue. Il faut donner un peu plus à ceux qui ont moins.

Il faut investir dans les infrastructures de demain (transition énergétique, besoins sociaux des populations vieillissantes, les besoins de cohésion sociale).

Il y a encore des possibilités de faire émerger des filières industrielles. On manque cependant d'impulsion politique.

J PF

Le monde est plus rond : accélération vers les émergents, les émergents vont compter de plus en plus notamment politiquement.

Les règles du jeu sont en train de s'écrire au niveau géopolitique (on a voulu isoler la Chine et ça ne marche pas).

Les pays émergents investissent énormément dans le savoir.

Il y a des transformations de la mondialisation : moins de croissance du commerce international.

Ce n'est pas une démondialisation mais une transformation de la structure de la production.

On a une interdépendance plus importante sur le climat, la pollution.

Le monde est devenu plus unitaire.

On a une interdépendance par les données, par les mouvements de personnes.

Aujourd'hui, il y a 0 croissance, 0 inflation, 0 tx intérêt. C'est un monde immobile. On n'est pas dans la projection dans l'avenir mais dans la confrontation.

Cet état stationnaire vient d'un ralentissement de la productivité (cela ne va pas être obligatoirement durable), une dette accumulée et les banques centrales tentent de créer de l'inflation.

On a un déséquilibre entre S et lent et il va falloir tirer partie des lêt faibles pour relancer l'lent (notamment les Etat).

C. Garcia

Les inégalités dans le bas de la distribution sont importantes. Ils expérimentent des chgmts importants.

Il y a une bipolarisation du marché du travail. Les emplois à revenu moyen disparaissent.

La France est particulière : baisse des emplois intermédiaires qui se sont déplacés vers le haut et création d'emplois dans le bas.

Cette polarisation touche le secteur des services et industriel. Cela vient de la technologie et de la globalisation.

Cela explique en partie la montée des populismes.

Cela réduit la mobilité sociale (car il est moins possible de passer par les catégories intermédiaires (car il y en a moins) avant d'être dans le haut de la distribution).

Pour la mobilité sociale l'éducation est essentielle. Avoir un diplôme de supérieur suffit.

Il y a une inégalité aussi dans le temps de travail. Fce et ALL, il y a 20 ans, ceux qui avaient les salaires les plus bas travaillaient le plus ce qui compensait le salaire horaire bas. Aujourd'hui ceux qui travaillent le plus sont les CSP sup. Cela accroît les inégalités.

Responsable d'Orange. Gervey Pelissier

Il y a une grande ouverture avec la disparition de barrière à l'entrée pour les entrepreneurs grâce aux outils du numérique.

Cpdt tout repose sur quelques grands acteurs.

Les différentes Révolutions : la loi MOORE (puissance de calcul), le stockage, la vitesse de transmission des réseaux. 4^e R° va arriver : la conservation des batteries et les énergies.

Cela nécessite encore des lents physiques pour les infrastructures. Il n'y a pas que du digital et du software.

Il y a des chgmts de business model (Accor et Airbnb : nombre de salariés ...).

GAFA = 2000 mds de K° boursière, 92% des collectes de données sauf la Chine, majorités des développeurs.

Attention le numérique aujourd'hui veut tout quantifier et c'est dangereux.

Questions sur la pertinence du tps de travail :

PA

Il n'y a plus de gain de productivité donc il n'y a pas de surplus à partager. On peut difficilement baisser le tps de travail.

GP de Orange :

Mesurer le tps de travail est difficile auj dans beaucoup d'emplois.

Le temps passé est une info dépassée pour certains emplois.

LB

La question du tps de travail reste pertinente. Cpdt la mesure hebdomadaire n'est plus pertinente. Il faut réfléchir sur les différents temps de la vie. Il faut être davantage dans le libre choix.

Le smartphone et autres outils rendent difficile la détermination du tps de travail.

JL G

Pas en accord avec la stagnation séculaire.

Pour le tps de travail : il y a un pbl pour le calculer + vie perso et professionnelle = la frontière s'estompe.

Nous sommes dans un monde ouvert et la France doit regarder ce qui se fait ailleurs au min à l'échelle européenne.

JP F

« Au bureau je réagis, dans les transports je communique, chez moi je travaille. ».

Aujourd'hui, il n'y a pas de demande sociale pour la baisse du tps de travail car le PIB par tête n'augmente pas. Les individus ne sont pas près à avoir une baisse de leur salaire.

LB

Il y a des réalités très différentes selon les secteurs d'activités et les entreprises.

Le droit à la déconnexion est un sujet important aujourd'hui.

Garcia

Les techno sont les mêmes en bas et en haut de la distribution.

Elle a cpdt des csq différentes selon le niveau de la répartition.

Sur la question du chômage

JL G (projet sur les chômeurs de longue durée).

Il y a de nombreux emplois utiles en France pour lesquels le marché est incapable d'assurer la rémunération. Il faut proposer aux chômeurs par exemple des emplois qui n'ont pas de lien obligatoirement avec leur activité d'origine.

Il y a des emplois qui répondent à des besoins sociaux qui ne peuvent pas être des emplois de fonctionnaires et que le marché ne sait pas rémunérer.

Il y a de l'emploi mais il faut trouver de nouveaux dispositifs.

P.A.

Le taux de chômage des moins qualifiés aux USA est très faibles (7% contre 16% en France) et aussi celui où il y a le plus des inégalités.

Il semble qu'il faut faire un choix entre chômage et inégalités dans beaucoup de pays. Il y a peu de cas où on constate un faible chômage des peu qualifiés et des inégalités qui n'augmentent pas.

L.B.

L'apprentissage est une bonne solution mais les acteurs n'arrivent pas à le développer à la hauteur des besoins.

Le pbl n'est plus le financement mais c'est un pbl de mobilisation collective.

L.G.

Région, Education nationale, entreprises : les acteurs ne sont pas d'accord sur l'apprentissage.

Il y a un pbl culturel dans l'éducation nationale + aucune incitation pour le prof du lycée professionnel à faire de l'apprentissage car il est moins payé que sur un cours normal.

Il y a de plus des pbl juridiques, s'il y a un pbl avec l'apprenti, les prud'hommes protègent l'apprenti. Le contrat de pro est plus flexible.

Les régions reçoivent des financements nationaux pour l'apprentissage et en profite parfois pour réduire leur investissement.

L'apprenti : ce sont des « gamins », ils doivent se déplacer ce qui coûte cher + pbl de logement + ils doivent trouver des lieux de stage parfois sans aides.

Il y a des progrès à faire dans ce domaine.

Sur les banques et la financiarisation :

PA :

Les Hedge funds sont moins puissants auj.

Il faut que les entreprises acceptent les rentabilités plus faibles de leur capital étant donné le contexte économique.

Il y a un chgmt de la nature des grands capitalismes (GAFA), la Chine aussi acquiert des entreprises à l'étranger, ils vont s'il continue être un des principaux propriétaires des capitalisations boursières mondiales.

Chine, USA sont de grands propriétaires capitalistes.

CCL

Gervey Pelissier :

Il faut distinguer la finance « non folle » et la finance folle avec les algorithmes et la finance à haute fréquence.

Le dvlpmnt de la finance vient aussi du système par capitalisation des retraites qui ont de gdes demandes de rendement étant donné le vieillissement de la pop.

Il faudra un rééquilibre des revenus entre les actifs et les non actifs.

C. Garcia

Le monde est un monde de conflits sur la redistribution, l'emploi, la concurrence, ...

Après la 2^{nde} WW on a su créer des institutions. Il faut retrouver des solutions pour faire face à ces conflits.

JP F

Il ne faut pas céder à la tendance au pessimisme, à la détérioration de la situation.

Il faut faire preuve de lucidité et chercher des solutions.

LB

Auj. C'est bcp plus complexe mais une partie du monde accède à des progrès auquel il n'accédait pas avant.

Il y a du progrès humain qui peut-être encore construit.

LG.

Ce qui est décisif en France est de créer de la confiance en nous et dans les autres.

Il faut créer de la solidarité, développer l'idée que l'on fait partie d'une solidarité.

Les français croient au bonheur individuel, au danger collectif et à la catastrophe planétaire.

PA

Le gâteau à se partager ne va plus augmenter, il faut donc être attractif mais pas au niveau d'un pays mais au niveau européen, sinon nous allons nous entretuer au niveau européen. La France doit être un endroit de coordination et non de conflits.

15h-16h30
La Chine a-t-elle terminée ses 30 glorieuses ?

Au G20 s'affirment Xi Jinping le Président Chinois (noyau dur), Poutine et Erdogan comme des hommes forts. La monnaie est rentrée dans le panier du FMI, la Chine a perdu 20% de ses réserves lors de la crise, le taux d'S des ménages = 53% du Revenu dispo. Volonté de devenir leader en Asie. En 2015 : création d'une banque pour la zone (sur le modèle du FMI, BRI, ...). Elle devrait bénéficier du statut de l'éco de marché en déc 2016 ce qui fait qu'une 30aines d'armes antidumping vont disparaître à l'OMC. Il y a de plus des pbl de corruption, le parti communisme chinois : 48 M de membres et 600 M de chinois sur Internet qui donnent de plus en plus de la voix.

Directeur adjoint de CEPII Christophe Destais

La Chine a une croissance mais elle reste loin des pays développés + des tensions la ralentissent (capacité de production, perspectives démographiques). La Chine, la p° fut x11 en 25 ans, L'Inde, ce fut x 5

« Le Miracle Chinois » : Est-ce un mythe comme le dit Krugman ?

La Chine – 5% de la richesse mondiale en 2006, 15% aujourd'hui autant que la zone euro et – de 10 points par rapport aux USA au prix du marché.

En PPA, elle est la 1^{ère} puissance mondiale.

C'est un pays très contrasté.

PIB/hab très inférieur à ceux des pays développés.

Etant donné la taille de la Chine, quand elle croît cela a des csq sur la croissance mondiale, elle correspond à 1/3 environ de la croissance mondiale.

Aujourd'hui autour de 6,7% de croissance économique.

Elle a diminué et est le fruit de déséquilibre.

Le Président Li précise que la croissance est « déséquilibrée et insoutenable ». Il faut la rééquilibrer :

- des exportations, on doit aller vers le marché intérieur
- des exportations on doit aller vers la consommation
- de l'ent on doit aller vers les services.

A la fin des années 2000, il y a une bulle d'X° chinoise, une extraversion excessive de l'éco. Depuis le début de la décennie, elle est dans une phase de repli avec des importations qui stagnent et baissent et des X° qui augmentent moins.

Ce sont stt les X° de transformation qui diminuent et pas le reste de l'éco.

Une des raisons principales de ce repli = dynamique des coûts salariaux depuis 10 ans avec des aug° de 15-16% par an, donc elle est moins compétitive sur les productions intensives en main d'œuvre.

Il y a aussi un rééquilibrage dans les services.

La Chine = 25% de la p° industrielle mondiale. Le secteur des services n'a pas suivi. Le rééquilibrage est très progressif. L'industrie voit une diminution de sa dde interne et externe et a dû réduire ses marges ce qui menace certaines entreprises chinoises. C'est moins vrai sur les services qui sont de plus très peu productifs.

3° pbl : absence de rééquilibrage de l'ent vers la c°.

Depuis la crise des subprimes, l'ent tire la croissance chinoise (50% du PIB). L'intervention en Chine a été forte pour soutenir la croissance.

Il y a une accumulation de capacité de p° excessive. Le retour sur lent baisse en Chine.

La croissance chinoise est quantitative et non qualitative.

A + LT, il y a le pbl du profil démographique. On retrouve des profils se rapprochant du Japon et de l'All.

Il y a des risques de crises en Chine liés aux csq financières de l'excès des capacités de p°.

Virginie Coudert

3 questions sur la monnaie chinoise (CNY = Yuan = Renminbi) et sa valeur lale

- la gestion du change
- le niveau du taux de change est-il adapté ?
- l'internationalisation de la monnaie (puissance secondaire)

La question du taux de change

Les Chinois ajustent leur taux de change.

2 méthodes :

- le contrôle des changes = interdiction de vendre du Yuan à des fins spéculatives
- les interventions de la Bq centrale

De 95-2005 le tx de change \$/yuan connaît une grande stabilité du Yuan

En 2005 réévaluation.

33% de hausse continue de 2005-2015

Depuis 2015, retournement, dévaluation rampante du Yuan /\$.

Le niveau du taux de change :

Le taux de change effectif réel du Yuan est encore plus fort que celui à prix courant. Il a augmenté de 56%.

On assiste à une surévaluation potentielle aujourd'hui alors que jusqu'au milieu 2010 la monnaie était sous-évaluée.

3 indices pour détecter une sur-évaluation :

- la monnaie s'est-elle appréciée à LT ?
- Les exportations ont-elles baissé ?
- Une baisse des réserves de change ?

On constate les 3 en Chine.

Un autre indice en Chine : il y a un marché Offshore à HK du Yuan et il y a une différence entre les 2 marchés montrant les anticipations.

Depuis l'été 2015, il y a des anticipations à la baisse du taux de change.

La politique de change reste gérée étroitement mais des marges existent et le taux de change est plus flexible qu'avant.

Sur l'internationalisation de la monnaie :

La Chine est très en retrait. Le Yuan n'a pas les 3 fonctions de sa monnaie assurées auprès de non-résidents car l'utilisation de la monnaie chinoise par des non-résidents est très restreinte.

L'économie financière est peu développée en Chine.

Cela change avec une levée des contraintes à l'utilisation du Yuan et du contrôle des changes.

+ entrée officielle du Yuan dans le panier du FMI.

Remarque :

Yen reste une monnaie importante à l'la

Michel Fouquin

La Chine est à un tournant.

A partir de 2005, flottement modéré des monnaies.

Le pays est dans un niveau de développement intermédiaire mais va-t-il pouvoir rattraper les pays développés sans tomber dans la trappe des pays à revenu intermédiaire ?

Selon MF : non

La Chine est un pays communiste relativement centralisé et assez puissant pour se développer.
L'écart entre la Chine et l'occident devrait se réduire en termes de richesses mais elle doit se « maîtriser ».

La Chine n'a pas la même vision du monde que celle de l'occident.

Depuis le milieu des années 2000, ils veulent réhabiliter une vision de confucius « TIAN XIA » (tous au dessus ciel mais avec une hiérarchie).

Cette vision hiérarchique revient aujourd'hui. La Chine va exiger un comportement de ses partenaires qu'elle juge acceptable pour elle.

Il y a une stratégie asiatique chinoise bi-face :

- Aggressivité en mer de Chine (+ volonté de repousser les USA hors de la Chine) : elle s'est mise à dos les pays de la région ;
- lents en infrastructures et rapprochement économique des pays voisins (ASEAN).

La Chine construit petit à petit sa zone d'influence avec des zones richement dotées dont elle « achète » le soutien.

Valéry Mercier (IVA entreprise présente en Chine)

Les inégalités de rémunération en Chine sont importantes.

La Chine gère son enjeu.

Ex : le risque client et la gestion de risque client : il y a peu d'outils pour évaluer ce risque client.

La Chine met en place des méthodes très spécifiques en rachetant les entreprises.

Il n'y a pas d'évaluation du risque bancaire, tout le monde emprunte au même prix.

Sur la pollution, il y a beaucoup d'efforts mais le pbl est le respect de ces normes.

Il développe les voitures électriques locales.

Il joue sur le taux de TVA (qu'il paye sur les exportations) pour inciter à l'exportation ou pas en fonction de la concurrence.

Il y a 53% d'épargne en Chine car on assiste à un vieillissement de la pop, pas de retraite, pas de culture de c° de loisirs.

Il y a des pbl culturel en interne aux entreprises et à la c° car ils ont connu 20 ans de succès.

Entre ouvrier /directeur en France : il y a un écart de 10 en France, en Chine de 30 ; c'est une bombe sociale en puissance.

Conférence :
Réinventer la politique de l'innovation en France
17h-18h30

David Encaoua (Professeur)

La France consacre des dépenses importantes pour des résultats peu probants.

Etat des lieux de l'innovation.

Pourquoi de tel résultats ?

Quelques perspectives.

- CIR est-il satisfaisant ? Il est sur le montant des R&D donc il concerne surtout les grandes entreprises qui n'en n'ont pas le plus besoin, il n'est pas assez sélectif ;
- 4 défaillances majeures
 - o pbl du système éducatif
 - o avantage des insiders sur les outsiders
 - o règles uniformes, on préfère l'égalité plutôt qu'équité
 - o faibles collaboration université et entreprise

Mohammed Harfi (France stratégie)

Aider l'innovation est essentielle car il y a de nombreuses défaillances sur ce point.

Dans un marché concurrentiel, il faut se placer sur du haut de gamme et cela passe par l'innovation.

Il n'y avait aucun état des lieux des outils mis en œuvre en faveur de l'innovation et leur efficacité.

La France dépense 10 mds d'euros pour l'innovation (x25 dép de la justice). Cette croissance s'est accompagnée d'une inflation des dispositifs (plus d'une 60aines auj), on a basculé d'aides à l'innova° à des aides fiscales.

De nouvelles institutions sont concernées et cela a été réorienté.

Frédérique Sachwald (HCERES)

On finance de plus en plus vers le marché c'est-à-dire des prototypes, des entreprises de K risque ... la politique s'est enrichie de nouveaux objectifs différents d'avant.

Pour innover aujourd'hui ils insistent sur le fait qu'il n'y a pas que la recherche.

Or la recherche est importante dans le système innovation. La qualité des RH et des entreprises jouent de manière essentielle sur l'innovation.

France reste une grande économie, elle a un poids en R&D (6^e ou 7^e). Quand on compare avec des critères de performance la France est 14^e et 15^e. Il faut bien faire attention aux indicateurs synthétiques qui mélangent les 2 concepts quantitatifs (nbre de brevets) et qualitatifs.

La structure sectorielle de l'éco joue de manière importante sur l'intensité en R&D .La France est moins poussée vers la haute technologie et plus vers la moyenne technologie.

Dominique Guellec (OCDE)

A la réunion des chefs d'Etat du G20 en sept, plus d'une page était consacrée à l'innovation. C'est la 1^{ère} fois que le G20 abordait ces concepts.

Très forte croissance des budgets publics de recherche et dvlpmnt.

La crise de la dette a conduit à une baisse des budgets cpdt la conjoncture est peu favorable au développement de ces budgets.

Entre le début des années 2000 et 2010, la France a perdu 1/3 de ces emplois industriels, l'intensité de la R&D des entreprises industrielles a augmenté car les entreprises qui ont survécu étaient très innovantes.

L'innovation est endogène.

Les jeunes entreprises innovantes, il y en a peu sauf dans les pays nordiques en Europe. Nous ne sommes pas dans une logique entrepreneuriale. Elles survivent mais elles ont du mal à croître.

La France n'a pas une approche sélective mais à une approche égalitaire.

En France, il y a les questions du financement. Les fonds de capital risque en France ont une dépense nette de 100 millions par rapport aux financements français, ce qui veut dire qu'ils investissent à l'étranger.

Les jeunes entreprises françaises ne s'internationalisent peut-être pas assez vite.

Il y a des dispositifs qui s'empilent avec des moyens sous-dimensionnés et des pbl de coordination car nous ne pratiquons pas de destruction-créatrice dans ce domaine en France.

Aujourd'hui, le numérique favorise le partage des données qui est un bien public.

Jean Tirole

Qu'attend-on de l'innovation ?

L'éco de la connaissance est essentielle. L'innovation n'est pas que technologique et scientifique, c'est beaucoup plus global. Il y a aussi des innovations managériales essentielles.

En France, on a un tissu industriel assez ancien.

Or l'innovation se fait aujourd'hui par des entreprises nouvelles.

En France 3 licornes : criteo, blablacar et Ventes privées qui en soi ne sont pas très grands.

Les politiques de l'innovation sont multiformes.

La créativité, la coopération sont difficiles à enseigner. La question des droits de propriété se pose également.

Il y a le pbl de la contestabilité des entreprises en place et des dispositifs juridiques dans ce domaine.

Il y a aussi toutes les politiques relatives au cluster.

Le déclin du tissu industriel est très fort en France.

L'Etat n'a pas de compétences particulières et les lobbys sont très présents.

Questions

En France le pbl n'est pas un pbl d'argent mais d'incitation.

Comment être plus efficace

F.S.

Une partie des dispositifs efficaces sur l'innovation ne relève pas des politiques de l'innovation (éducation, concurrence, ...)

Pour les PME, il y a de nombreux dispositifs.

Il faut améliorer l'évaluation de l'impact des politiques publiques.

D.G.

Numérisation et IA doivent entraîner une accélération de l'innovation.

Il faut travailler sur les plateformes, les TPE peuvent devenir très puissante demain, les marchés sont très fluides parfois mais les réseaux et les standards bloquent un peu les marchés (« winner take all »).

Il y a un travail à faire à l'international pour identifier les rentes ou pas et un travail sur la concurrence.

Les politiques d'accès aux données sont très importantes pour accroître l'efficacité du système.

M.H.

Sur 15 ans on a augmenté énormément les moyens.

La multiplication des dispositifs pose pbl et les entreprises qui en profitent sont celles qui investissent dans le domaine administratif.

Il y a un pbl dans la coordination des aides publiques. Les collectivités territoriales = ¼ des aides or, il n'y a pas de coordination régionale/nationale.

D.E.

La France doit faire des transformations sociales pour développer l'innovation dans différents domaines.

Ex : plateformes sont dominées par les GAFAs, comment les modifier pour les rendre plus efficace.

Les pouvoirs publics pourraient participer à des plateformes collaboratives ouvertes pour les besoins de base pour assurer la transition vers la consommation collaborative.

Cela développerait la société des usages, les offres de solutions.

Ces plateformes pourraient être accompagnées par les pouvoirs publics.

Innovations : positives ou négatives ?

J.T.

La politique industrielle est inquiétante auj. car elle se concentre sur des éléments à faible VA.

Le problème en France est la superposition des dispositifs.

Ex :BPI France est très complexe et son obj est le rendement ce qui est difficile à mesurer et à mettre en œuvre. De même le nombre de brevets et de start-up n'est pas un critère de performance adéquat car ce qui compte est la qualité.

Mercredi 09 novembre 2016

Inégalités et la montée des populismes
9h-10h30

P. Aghion (professeur)
Martine Durand (OCDE)
Pierre-Noël Giraud (professeur)
Louis Maurin (observatoire des inégalités)

Modérateur : P. Frémeaux

Martine Durand

Accroissement des inégalités dans l'OCDE est une réalité depuis les années 80.

A partir de 2010, les politiques de redistribution se sont atténuées avec les politiques d'austérité. Le syst redistributif fonctionne moins.

Le marché du travail est dual. Les jeunes, ... ne profitent pas de la reprise car l'emploi n'est pas de meilleure qualité. Les inégalités de Ru (coeff de Gini) sont les plus élevés depuis les années 80.

10% des plus riches perçoivent 25% (24% en France) du Ru total, D1 = 3% dans l'OCDE
USA 30% pour 10% les plus riche /1,5% pour D1.

Les inégalités de revenu s'ajoutent aux autres inégalités (espérance de vie, éducation, ...).

Ecart de l'espérance de vie à 30 ans pour un homme en Pologne de 15 ans (8 ans OCDE) pour un homme ss diplôme/diplomés ...

+ pbl d'accès aux soins

Toutes les inégalités se concentrent sur les mêmes pop° = impression d'une classe délaissée.

Cela a de plus des effets sur la perception que les gens ont de leur situation. A. Deaton (Prix Nobel 2015) si tout le monde voit sa situation s'améliorer mais avec des inégalités cela crée de l'insécurité.

Tout cela crée de l'insécurité sur le futur avec la montée du populisme en raison notamment de craintes pour ses enfants.

P. Aghion

Il y a des mesures de l'inégalité : Gini, Top one, la mobilité sociale.

Il y a des relations dans ces mesures, là où il y a bcp de mobilité sociale, les inégalités sont faibles (courbe « Gasby le magnifique »).

C'est moins vrai pour le top one, car il peut y avoir une inégalité importante par rapport au top one et de la mobilité sociale.

Le populisme monte en raison des pbl de mobilités sociales

3 explications :

- Reagan/Thatcher, réformes ss se soucier des perdants + syst redistribution qui ne pallie pas
- La mondialisation
- La R° techno

Ccl aux USA et RU cela donne la révolte.

Ce n'est pas pour autant qu'il faut arrêter l'innovation.

Il faut un syst permettant de vivre l'innov°.

Cela passe par :

L'éducation, un socle d'éducation solide (comme dans les pays nordiques). Cela arme vis-à-vis de la mondialisation ;

Le pbl est celui de l'inclusion.

P.F. : Pourquoi ne le fait-on pas ?

Jean-Noël Giraud

Il y a un consensus sur le diagnostic et les solutions.

La pire des inégalités est l'inutilité (chô découragés, de longue durée, personnes ayant des petits boulots qui ne peuvent être formés, ...).

Cette forme d'inégalités à des csq politiques immédiates en matière politique.

Ces « inutiles » ne comprennent pas les mécanismes à l'œuvre dans la montée des inégalités donc ils désignent des boucs émissaires.

S'ajoute à cela des discours sur l'immigration. Les éco expliquent que c'est bon, car la démographie est bonne + le coût de l'immigration n'est pas ce qu'on pense.

Cpdt : les « inutiles » voient d'un mauvais œil ces migrants considérant qu'ils ont des droits.

Il y a des inégalités venant du fait que nous avons des frontières.

1^{ère} inégalités qui rentrent ne rentrent pas en Europe ?

2^e comment les traitons-nous, les intégrons-nous ?

Consensus :

- Nous avons trop de contrats nomades ;
- Réformes du marché du travail, redis°. Or en France c'est une minorité qui subit la flexibilité. Il faudrait attacher des droits aux individus (consensus mais non mise en œuvre).

Louis Maurin

Il faut s'interroger sur le concept de populisme en ne faisant pas trop d'amalgame.

Il n'y a pas de lien entre le niveau des inégalités et le mécontentement social.

Ce qui mécontente c'est l'écart entre le discours et le vécu des populations.

Pourquoi les politiques ne sont pas à la hauteur ?

Attention toutes les politiques n'augmentent pas les inégalités (CMU compl, Compte pénibilité, réformes urbaines, ...)

Pour les libéraux, les inégalités ne sont pas le pbl, il faut laisser faire.

La question est : voulons-nous vraiment l'égalité ? Qui est ce « nous » ?

Beaucoup ne s'intéresse pas aux hommes « inutiles » or ces hommes « inutiles » votent.

Le pbl n'est pas un pbl de moyen, le pacte de responsabilité = 40 mds par an engagés montrant que nous avons des moyens.

C'est un pbl de choix politiques.

Ce n'est pas lié à la mondialisation : réformer la fiscalité, l'école n'est pas contraint par la mondialisation.

Pourquoi n'a-t-on pas ces réformes ?

Cela vient du fait que nous avons une stagnation écoq donc il faut reprendre aux uns pour donner aux autres : le gâteau ne s'accroît pas donc c'est plus dur.

On a oublié les rapports de domination sociale et on a une méconnaissance de la situation sociale.

Il y a un pbl aussi au niveau de la com° avec des politiques aux sondages ...

Le rôle du diplôme est essentiel auj. et omniprésent en France
La croyance dans l'importance du titre scolaire légitime certaines inégalités et cela nuit au système.

Questions

Le système français est très corporatiste.

M.D. :

Sur le diplôme et la formation, c'est important mais il ne faut pas n'importe quel diplôme, formation ?
Il y a de la sur-qualification pour 20-25% des personnes sur le marché du travail.

PN G.

Le point central est la formation permanente auj.
Il faut une réforme conjointe du contrat de travail et les droits attachés à la personne.
L'intermittence sur le marché du travail doit-être valorisée.

Ex : projet de Louis Gallois (conférence de la veille sur l'intégration des chômeurs de longue durée)

P.A.

Il n'y a pas de relation simple entre inégalités et chômage.

Quand la monnaie fait société
11h-12h30 Mercredi 09 novembre 2016

M. Aglietta (professeur)

A. Orléan (CNRS)

Jézabel Couppey-Soubeyran (maître de conférences)

François velde (Réserve Fédérale Chicago)

J. Robinson dit

La monnaie c'est comme un éléphant, on sait quand elle est là et on ne sait pas trop la définir.

Pbl de définition du concept de monnaie et de ce qu'elle couvre !

La monnaie est souveraine car associée à un Etat (sf euro) avec les pbl que cela pose.

Il y a une évolution des formes et instruments de circulation de la monnaie à travers les âges (importantes innovations monétaires, est-ce que cela renforce le lien social (syst communautaire) ou pas ? Est-ce vraiment de la monnaie (voir la question des Blockchain ... ?)

A. Orléan

Approche institutionnaliste de la monnaie.

La monnaie n'est pas un voile, elle est ce par quoi la valeur apparaît.

Le désir pour la monnaie est le fondement même de l'éco marchande.

La valeur éco n'est pas indépendante de la monnaie (en opposition à la valeur travail et utilité).

La monnaie est en soi une force d'enrôlement.

Le monde monétaire a une nature spécifique *sui generis*.

La survie d'un producteur dépend de sa capacité à accéder aux biens d'autrui dans un monde divisé. Cela suppose que son bien soit accepté par le plus grand monde.

L'émergence monétaire est un processus d'auto-organisation des entrepreneurs qui se définit autour d'une même valeur : la monnaie.

Chacun a une puissance d'action supérieure grâce à la monnaie.

On reconnaît ici le pouvoir de l'argent des producteurs réunis.

La monnaie fait l'objet d'un investissement passionnel = la confiance.

Le bien-être des acteurs n'est pas la priorité, ce qui fait se mouvoir les producteurs est la monnaie qu'il cherche à acquérir.

L'enrichissement monétaire meut les individus.

Il y a un formatage des individus et des corps (entreprises).

CCL : la monnaie est un lien social fondé sur l'adhésion à une définition commune de la valeur.

La valeur éco comme les autres valeurs est le résultat d'un lent collectif, une conscience collective.

La monnaie est de nature proto-politique (lié au pouvoir d'un groupe).

La monnaie concentre. Sa captation, sa transformation montrent qu'il y a une proximité en monnaie et politique

Il y a une crise quand il n'y a pas d'accord sur la définition de la valeur.

M. Aglietta (professeur)

Pas de monnaie sans souveraineté.

Elle est liée à la souveraineté politique, il n'y a pas de souveraineté universelle donc pas de monnaie internationale.

La liquidité = bien public, acceptabilité commune.

La liquidité tout le monde la veut mais elle n'a pas de prix donc la régulation par le marché est inefficace.

Le marché ne peut pas faire apparaître des devises clés, Comment la faire apparaître ?
Comment gérer le déclin de cette monnaie.

Nous avons eu 2 devises clé : £ et \$

Ce qui les fait émerger : des idéologies, des processus qui font cohérence à un moment donné.

L'étalon-or sterling émerge en accord avec l'idéalisme libéral et le capitalisme.

Ce qui va faire la cohérence et sa reconnaissance = convertibilité or

L'or va être reconnu comme essentiel par les politiques. L'or n'est pas la dette d'un pays, on ne peut la manipuler, c'est une contrainte générale dans les organisations laes

Le taux d'êt de l'Angleterre était lié par le stock d'or lui-même lié au commerce international.

Cette cohérence se fragilise qd la puissance du pays « devise-clé » se fragilise.

L'erreur du RU est d'avoir voulu après la 1^{ère} WW revenir au système passé.

All + USA vont contester cette hégémonie.

Un syst hégémonique peut être stable sans pour autant empêcher les phases d'inflation et de déflation (comme dans les années 1870).

Pour Bretton Woods (B.W.) : la nouveauté est le consensus la.

Cependant les USA vont se désolidariser des accords. Les USA émettaient du \$ en f° des besoins internes et non des contraintes extérieures à la différence du Gold-Standard qui a précédé.

On appelait cela le « privilège exorbitant ».

Le système avait un biais inflationniste sur l'ensemble des pays.

Après l'effondrement de BW, on échoue sur la reconstruction du système, on a une semi-exchange standard (car il n'y a pas règles officielles).

Ce serait un vrai système même sans règles s'il permettait une certaine stabilité.

Ce n'est pas ce qui se passe car le taux de change effectif réel du dollar fluctue énormément et des soldes courants particulièrement divers apparaissent entre les pays.

La liquidité de la monnaie du \$ se maintient malgré l'érosion de la puissance éco et les déséquilibres des paiements courants.

Ce syst. se maintient parce qu'il n'y avait pas de concurrent.

Or, il y a de nouvelles puissances non liées aux USA.

Pbl : le modèle hégémonique ne peut pas revenir. Il faut trouver quelque chose d'universel pour construire le nouveau syst.

François velde (Réserve Fédérale Chicago)

3 f° de la monnaie (les fonctions traditionnelle).

C'est la monnaie comme unité de compte qui est importante.

Sur la monnaie comme moyen d'échange = la monnaie remplace la confiance dans les échanges volontaires. La confiance est déplacée non pas sur le co-échangeur mais sur l'objet « monnaie ».

Les anticipations sur la monnaie sont importantes. La monnaie n'a pas de valeur intrinsèque et elle permet les échanges anonymes.

1^{ère} forme de monnaie : la monnaie métallique

L'unité de cpte précède la monnaie dans les échanges, la monnaie en revanche standardise les moyens d'échanges (standardise les poids) vers 650 av JC stt dans le monde européen.

L'essor de la monnaie coïncide avec la puissance grecque.

Il y a une caution intrinsèque dans la monnaie métallique. La monnaie est tjs liée à un droit régalién (l'Etat veut la contrôler). La monnaie jusqu'au 18^e n'a pas de valeur faciale.

Pdt lgtps ce n'était pas la monnaie mais les monnaies.

Dans l'ère de la monnaie métallique il y a des abus et de l'inflation.

Émerge rapidement dans ce système des banques publiques avec 2 générations à partir de 1400 (monnaie scripturale, 100% de la monnaie scripturale est en réserve métallique) et une 2^{ème} génération à partir de 1660 qui développent de la monnaie papier.

2^{ème} évolution : la monnaie fiduciaire, on supprime la caution métallique.

On a un Etalon-or qui est en général convertible mais on a des phases où la convertibilité n'existe pas temporairement.

Auj.

Auj la monnaie sert à la stabilité des prix et la stabilité écoq

Dans le futur : le papier disparaîtra probablement, l'unité de cpte et la réserve de valeur resteront, l'Etat se désengagera-t-il de la monnaie ?

Questions :

Hégémonie monétaire des USA + csq de l'élection de D. Trump?

M.A. : la crise financière est un indicateur d'une crise du mode de régulation qui se traduit par une crise sociale et politique. On a des symptômes comme la baisse du commerce internationale. L'élection de Trump accentue cette tendance : populisme, repli des relations avec les émergents + pbl avec les entreprises multinationales.

On a besoin de globalisation mais pas marchande mais sur des sujets comme pour le climat.

On a besoin d'un retour du rôle de l'Etat pour orienter la finance vers les lents de LT et on fait l'inverse. Les Etats s'opposent.

A.O. ok avec avant

M.V. :

La tendance contre le libre-échange se dvlpe aux USA quel que soit les parties.

Pour remettre en question les accords du libre-échange, Trump doit avoir l'accord du congrès et ce sera complexe.

Pour la politique monétaire, elle n'est pas totalement indépendante de l'Etat. Il faut un blvsmt légal pour modifier la politique. Le président US a peu de moyens d'actions à CT sur la FED.

M.A.

Nous étions depuis la crise des *subprimes* dans un cycle de hausse du \$, ce cycle risque de s'inverser et/ou entrer dans une ère de volatilité accrue.

P.O. : les monnaies locales expriment une défiance, la volonté de constituer un autre espace, une autre valeur.

Le bitcoins, ce n'est pas tout à fait une monnaie mais plutôt un objet spéculatif.

Qu'apporte-t-il de plus par rapport à d'autres systèmes ?

P.V. : le bitcoin est construit sur la défiance et le refus d'une autorité centrale. La confiance repose sur le protocole.

M.A.

Le syst des paiements est fondamental dans la monnaie. Il faut que le paiement soit reconnu par les co-contractants et l'ensemble de la sté.

Le blockchain permet de reconnaître la finalité des paiements de manière décentralisée et en même temps centralisée par le réseau informatique.

Il n'y a plus de tiers-caution : la bq centrale.

Les coûts de transaction sont cependant réduits de manière très importante.

Les banques et banques centrales étudient la possibilité de développer du blockchain.

Si la bq centrale fait cela, les banques n'auraient plus de pouvoir de création monétaire. La monnaie hélicoptère serait possible car on aurait un cpte à la bq centrale.

Militaire auprès de Lafayette
Spéculateur, entrepreneur sous la révolution française
Puis philosophe et « Gourou ».

On attribue à St Simon l'origine des sciences sociales et la sociologie.
A.Thierry et A Comte ont reconnu leur dette % à St Simon

Se pose aussi la question pour savoir si les St Simoniens étaient socialistes ?

On a aussi l'idée d'un volontarisme éco, la création de gdes entreprises, banques (crédits lyonnais), chemins de fer, Canal de Suez par les St Simonien
Et libéralisme éco avec Michel Chevalier qui était St Simonien et a négocié sous l'empire le traité de libre-échange avec la Grande-Bretagne.

Des phrases comme « l'exploitation de l'homme par l'homme » sont St Simonienne.

Nous n'avons que quelques textes de St Simon. Il faut attendre 2012 pour avoir les œuvres complètes de St Simon.
Il faut distinguer St Simon des St Simoniens.

Œuvre : le siècle des St Simoniens est une bonne introduction.

Pierre Musso (professeur) Présentation de St Simon

St Simon (1760-1825, il commence à écrire en 1802) au source de la sociologie (sans doute), du socialisme (probable) ... et de l'industrialisme (certainement).

Son œuvre est multiple et éclatée.

Marcel Mauss (1925) neveu de Durkheim était admiratif de St Simon notamment comme fondateur de la sociologie.

1802-13 : œuvre consacrée à l'épistémologie, philosophie des sciences
1814-1823 ; philosophie politique et la question de l'industrie.
1823-25 philosophie morale

St Simon et la sociologie :

Il parle de physiologie sociale (le terme sociologie n'existe pas mais c'est A. Comte qui le présente).

Il traite la sté comme un phénomène aussi complexe qu'un organisme.
La physiologie étudie l'univers dans un domaine restreint.

Il étudie le syst social et pense en termes de système et de chgmt social.
Après 1789 on a eu une révolution mais pas de chgmt de la Sté.
La R° F a remplacé les hommes au pouvoir mais pas le système.

Il oppose le syst féodalo-militaire au syst industriel. Comment changer le syst social sans Révolution, sans faire exploser la sté ?

Le syst féodalo-militaire : fondé sur la force

Le syst industriel : fondé sur l'industrie et la science. Il faut réduire le politique au profit du pouvoir de l'entreprise.

La France est devenue une grande manufacture qui doit être gérée comme les manufactures locales.

St Simon veut populariser sa pensée politique :

Sa querelle des abeilles (producteur, consommateur) et frelons (pas producteurs, consommateurs : parasites = Etat, clergé) est célèbre.

Est-il à la source du socialisme ?

Engel distingue le socialisme scientifique (Marx) et utopique (Fourier, St Simon, Proudhon, ...).

Il propose une morale de la production qui doit améliorer la situation de la classe la plus pauvre.

La sté industrielle est bâtie sur la valeur travail et la multiplication des gds travaux. Tous doivent avoir accès au travail même les femmes et la gestion se fait par les artistes, scientifiques et industriels.

On a une vision horizontale de la fraternité, on a une sur-société.

St Simon = utopie = tout projet de perfectionnement important de l'ordre social.

Industrialiste = certainement !

St Simon se réclame comme réformateur industrialiste.

C'était un joueur d'échec.

L'essentiel se passe sur les pièces de l'échiquier mais en fonction de l'échiquier.

Industrialisme (1824) = fixe l'attention sur des intérêts. La classe industrielle est la plus nombreuse.

La sté à venir sera composée des industriels (ensemble du monde du travail : capitaine d'industrie, agriculteurs, ouvriers), scientifiques.

La science prendra la place de la religion, l'industrie prendra le pas sur l'Etat.

Il faut maintenir la structure de la Sté.

La division entre pouvoir spirituel et temporel doit être gardée.

Il faut maintenir la séparation entre pouvoir spirituel (où la science remplace la religion) et le pouvoir temporel où l'industrie remplace l'Etat.

L'industrialisme va au-delà du libéralisme.

Il y a une religion de l'industrialisme (la science est notre fo tout comme l'industrie)

Michel Bellet (professeurs)

Intervention sur les St Simoniens

Les St Simoniens. : 1^{er} cercle (de son vivant) Rodrigues, Burdin, Halévy ... A. Comte et A thierry (historien) à part
2^e cercle stt après sa mort : 1825-32 = Enfantin, Bazars, Pereire, Chevalier. Bcp d'ingénieurs des mines et polytech, de l'élite française.

Après dislocation de l'école (en 32 car dissension et prison) : 1832-1864 : on constate le « St simonisme pratique » ou le « socialisme impérial »

Un texte collectif résume l'école St Simonienne : La doctrine de St Simon. Exposition (1830-31 dernière publication 1924).

La connaissance des textes de St Simon est limitée, bcp de textes sont liés aux journaux.

L'interprétation dominante, est que les St Simoniens sont liés à St Simon mais cela a évolué sous forme de sectes avec des réunions (Ménilmontant).

Cette école a eu un rôle dans l'industrialisation française des années 1830-70 : chemins de fer, banques, crédit, Algérie, Egypte ... traité de LE

Ils sont assez pauvres au niveau économique mais assez dogmatiques sur le reste (à la différence de Schumpeter).

Il s'agirait d'un courant socialiste autoritaire, dirigiste (pour l'Etat) mais pour certains il préfigure la rationalisation de l'industrie par l'Etat dans les années 20-30 et est un modèle d'organisation des grandes firmes.

Actualité du mouvement :

L'actualité des St Simonien vient du rôle donné aujourd'hui sur l'analyse des utopies et à la réouverture récente de l'examen de la diversité des socialismes français.

On ne peut comprendre la société selon J S Mill si on ne s'intéresse pas à la pensée St Simonienne.

St Simon et les St Simoniens ont inspiré des sociologues (Durkheim, Mauss, Ansart, ...), des philosophes (A.Arrendt) et de nbreux économistes.

CCI :

La production dans l'industrialisme devient le but social.

Ils inventent des termes : prolétariat, ...

+ proposent une critique de la rente que nous retrouvons chez Keynes et Picketty.

Les St Simoniens vont étudier des critères de justice allant avec l'industrialisme :

- « A chacun selon sa capacité »
- « A chaque capacité selon ses œuvres »

Juliette Grange : emprunts que nous pouvons faire de l'analyse de St Simon.

- La liberté

Pour St Simon, elle se joue dans le domaine économique et social. La liberté est celle du marché ou celle politique (ce que nous donne l'Etat).

St Simon ne propose pas un cadre de libéralisme éco ou conforme au droit romain.

On est libre si on n'est pas empêché par autrui de faire ce que l'on veut pour beaucoup.

La liberté est organisée dans un cadre économique et social. C'est la sté dans son tissu écoq et social qui est vecteur de liberté.

On a une liberté collective dans une organisation juste.

L'organisation sociale va être un moyen en vue d'une fin plus large : la liberté concrète.

- La Capacité ou le mérite :

La capacité chez St Simon est proche du concept de la capabilité de Sen ; ce sont à la fois des capacités internes de l'individu qui demandent pour exister à être en rapport avec le cadre institutionnel. La capabilité émerge du système social, écoq et politique.

St Simon refuse le concept du statut hérité et veut fonder une organisation sociale et économique sur des compétences.

Il faut combiner des compétences et l'égalité.

Tous les privilèges sont abolis.

- Le terme de sté

Le terme de sté ne s'improvise pas spontanément. Cependant, ce n'est pas l'Etat qui fait cette société. Il y a une organisation fondée sur les compétences, les capacités et le mérite avec de l'altruisme et des réciprocitys. Il y a une sté horizontale avec un point de vue impartial.

Il a un modèle de l'union des classes et de l'association des personnes.

La sté industrielle est concrètement organisée.

Question :

St Simon fait référence à F. Bacon (17^e siècle) dans ses écrits.

Remarque : 18^e siècle : industrie = une activité = une production avec une certaine complémentarité (lié à la division du travail).

09/11/2016 16h-17h30
L'entreprise ouverte ?

Bernard Belletante (DG d'EMLYON Business school)

Laurent Fiard (gpe Visiativ)

Sylvie Guinard (Président de Thimonnier)

François Lévêque (professeur)

Laurent Fiard (gpe Visiativ)

Il accompagne les PME dans le numérique.

Le numérique est une opportunité d'innovation sous toutes ses formes.

Le numérique n'est plus une option et est au cœur de la stratégie d'entreprise.

L'entreprise est un projet collectif avec au cœur : le capital humain.

La transformation numérique gde vitesse (TNGV) est la méthode utilisée.

- Dynamiser l'innovation collaborative,
- Repenser l'entreprise et son éco-système. Mise en place des extra-net et de site de commerce B toB
- Aller chercher la collaboration en interne avec des Intranet.

Il y a ds l'entreprise 10 projets collaboratifs pilotés par les collaborateurs et non par la direction.

Sylvie Guinard (Thimonnier : 150 ans, 70 collaborateurs= rachat en 2013 =emballage souple)

La Révolution actuelle est technologique, commerciale (mondialisée), culturelle.

L'approche des collaborateurs du travail est différente.

On allait chercher le savoir en interne, aujourd'hui on va le chercher sur un environnement numérique bcp plus large (les réseaux sociaux notamment).

Une entreprise auj doit travailler avec son éco-système.

On a besoin de collaborateurs qui doivent être à l'affut des nouveautés.

Tout ne peut pas passer par les dirigeants.

S.G. a délégué et ne se charge pas de tout.

Elle cherche à valoriser les compétences complémentaires.

Une nouvelle démarche de management = donner bcp d'autonomie aux collaborateurs avec bcp de responsabilisation. Or les personnes veulent de l'autonomie mais pas obligatoirement de la responsabilisation.

Le dirigeant doit mettre en confiance ses collaborateurs pour qu'ils entrent dans cette démarche en se sécurisant.

On ose et on est dans une démarche échecs/erreurs. Il s'agit de la vision au départ du chef d'entreprises.

Il faut faire confiance dans les talents des collaborateurs.

Il faut une capacité d'adaptation et d'agilité à la richesse des collaborateurs. Cela est très différents de la vision process et fiches de postes de nombreuses entreprises.

Question de Thierry Fabre (modérateur) : avez-vous cassé la hiérarchie ?

Les managers ne disparaissent pas mais leur rôle change.

Ils ne sont pas dans le contrôle, ils sont là pour utiliser leur intelligence relationnelle pour faire grandir les collaborateurs.

Le manager doit piloter des hommes dans l'opérationnel, et traduire les idées du dirigeants auprès des managers.

Bernard Belletante (EMLYON =440 salariés, 83 M d'activité, partenariats d'entreprises)

50% des métiers dans 5 ans ne sont pas connus.

On sait en revanche, les métiers qui vont disparaître (avocats, médecins, chirurgiens).

L'entreprise ouverte est liée à une mutation de nos économies où les entreprises doivent être ouvertes. On passe d'une gestion par les stocks à une gestion par les flux.

Auj le consommateur s'est approprié le rythme de sa consommation et les entreprises doivent libérer des flux.

5 impératifs de l'éco :

- Elle doit être collaborative
- Elle est à la demande
- Elle doit être fluide ; la p° et l'info doivent être rapides
- Le « sans » culture, on passe d'un thème à un autre sans transition particulière
- Elle doit être productive

Il faut créer le contact humain mais il passe par d'autres modalités.

Tout est amplifié :

Kodak : 55mds de K° boursière est passé en 11 mois à 0.

Uber : avec 4 personnes s'implantent dans un pays.

Auj., on met en œuvre le travail par communauté, tout est ouvert entre étudiants, prof, entreprises à EMLYON. Capacité d'avoir en + une bibliothèque numérique en permanence ouverte (fluidité).

Cela suppose de changer le rôle de l'enseignant et la disparition du magistrale + intégrer le droit à l'erreur.

Avant les managers apprenaient des techniques, aujourd'hui on leur apprend à décider très vite.

François Lévêque (prof mines Paritech)

L'analyse éco s'intéresse aux transformations économiques.

Parmi les transformations, l'une concerne la collaboration entre les entreprises.

Bandenburger et Nalebuff (1996) parlent de la coopétition.

Cela repose sur l'analyse des biens complémentaires où il faut mieux coopérer plutôt que rivaliser.

Il faut bien choisir ses partenaires et l'écosystème (concurrents, clients, fournisseurs) dans lequel on doit s'intégrer. Cette analyse se fait dans le cadre de jeux coopératifs.

Ce n'est pas parce qu'il y a de la concurrence qu'il n'y a pas de coopération.

Questions :

Quels sont les blocages ?

Les dirigeants ont conscience de l'importance du numérique.

Auj, on recherche des leaders, des intrapreneurs (savoir être, faire, atteindre les obj ...).

Qualités : être passionné par le métier, la créativité (« out of the box »), la curiosité, le sens de l'objectifs (on est là pour gagner en collectif)

Pbl : comment amener les collaborateurs sur les métiers traditionnels dans les mutations relatives au numériques ? La capacité à s'adapter est l'intelligence recherchée.

S.G.

Il est possible d'avoir des salariés qui ne sont pas dans la logique collaborative. Il faut une adaptation à géométrie très variables.

Les collaborateurs ne sont pas tous dans l'appétence du collaboratif.

On n'a pas besoin d'être hyper-polyvalent pour être bon, on est complémentaire.
On va rechercher pour ces personnes de très grandes compétences technologiques alors que l'hyper-polyvalent sera sur des éléments plus transversaux et pourra faire du commercial, du RH.

On va rechercher pour ceux moins ancrés sur du collaboratif plutôt des compétences-métiers.

Le numérique transforme beaucoup de choses, peut détruire bcp de choses mais il ne faut pas remettre tout en question.

Il faut créer des envies, de la curiosité, donner du sens à ce que font les salariés.

B.B.

Un analphabétisme dangereux nous guette : l'analphabétisme numérique.

Il y a un apprentissage nécessaire du monde numérique.

F.L.

Certaines forces poussent à l'accroissement de la concurrence : la mondialisation, les innovations disruptives, la libéralisation de nombreux secteurs.

D'un autre côté il y a une diminution de la concurrence notamment aux USA : une concentration des entreprises (des géants globalisés), des destructions d'entreprises supérieures aux créations.

09/11/2016 17h45-19h45
A quoi servent les Banques centrales sans inflation ?

Benoît Coeuré (directoire BCE)

Pas d'inflation car :

- Crise des subprimes
- Crise de la zone euro
- Baisse du prix de MP
- Ralentissement des gds émergents

Instruments nouveaux :

Taux directeur à 0, tx des dépôts négatifs, achats d'actifs...

Quels vont être les effets collatéraux de ces outils ?

Par exemple : Les tx directeurs à 0 ont des effets sur les valeurs des actifs financiers.

Pour l'instant l'impact semble globalement positif.

Il faut se focaliser pour les effets sur l'équilibre général et non partiel.

Le tx lêt naturel d'équilibre a baissé en raison de la croissance potentielle donc les taux risque de rester faible.

Le monde est de plus en plus complexe.

Sécurité et défense sont liés aux questions sur la croissance et les institutions.

Florence Pisani (Economiste, Candriam)

Fin 70's il y a un consensus qu'il était facile de contrôler l'inflation en maîtrisant la masse monétaire.

Progressivement, on a abandonné ce contrôle car la relation était beaucoup plus complexe.

Il y a de nombreuses relations indirectes avec la politique monétaire.

La transmission de la politique monétaire passe par différents canaux.

Les Banques centrales agissent peu sur les tx long mais elles ont renforcé leurs outils à la disposition.

Quand les agents sont endettés la politique monétaire de baisse des taux est bcp moins efficace que quand ils ne sont pas endettés.

Aux USA, la baisse des tx lêt ne se sont pas traduits par une baisse de l'épargne financière.

La politique monétaire fonctionne en partie mais pas totalement.

A quoi sert la politique monétaire aujourd'hui ?

1^{er} : l'inflation n'a pas totalement disparu, elle peut revenir

2^e : le canal est plus lent et affaibli mais il y a tout de même une reprise de la croissance éco.

Auj il y a beaucoup d'incertitudes notamment aux USA. Donc la politique accommodante malgré ses défauts a des avantages

Faut-il changer les obj des banques centrales ?

- Changer les obj dans la zone euro serait compliqué institutionnellement
- Les BC font preuve de créativité et notamment sur l'interprétation des obj.

On a un excès d'épargne et une insuffisance d'ent donc il y a plus de place pour la politique budgétaire en faveur de l'ent.

Patrick Artus (Natixis, professeur)

3 points :

- La politique monétaire partait des explications de ce qui créait de l'inflation dans l'éco et notamment la courbe de Phillips + de l'effet de la masse monétaire sur les prix pour mettre en œuvre sa politique monétaire.

Or aujourd'hui, nous n'avons plus de théorie de l'inflation, on ne sait plus ce qui la détermine à CT et à LT.

La courbe de Phillips ne semble plus valide à CT.

À LT, on ne voit pas de lien avec la création monétaire et les prix.

De nouvelles théories existent mais ne s'imposent pas.

- Les effets positifs de la politique monétaire sont plus faibles : le canal de transmission est plus faible aujourd'hui, mais existe. Il y a peu d'effets de richesse dans la zone euro suite à la baisse des taux d'intérêt. La dépréciation de l'Euro a été visible et a eu des effets.
- Effets négatifs : rendements décroissants des politiques expansives.

Ce qui est inquiétant :

- Les banques souffrent, les prêts non performants sont plus élevés en moyenne pour la zone euro. Une faible rentabilité qui dure pour les prêts va déstabiliser à terme les banques.
- Volatilité des marchés financiers,
- On crée de mauvais choix d'investissements. Les investisseurs financiers prennent de plus en plus de risque donc les primes de risques s'écroulent + mauvais investissement des entreprises
- Il y a un risque d'irréversibilité des politiques car si on augmente les taux, on ruine les propriétaires des obligations (ex : les assureurs en Europe).

Natacha Valla (Banque européenne d'investissement)

2 questions : A quoi sert la Banque Centrale et que peut faire la BC ?

Etat des lieux :

- N'a-t-on vraiment pas d'inflation ? A-t-on perdu les mécanismes de liens de l'inflation ?
- La Bc centrale a permis de tenir le cap.
- Le mandat 1^{er} des BC lié à l'inflation en Euro a été relégué au 2nd plan (comme pour les USA).
- Aujourd'hui, on est dans une configuration historique avec : des BC indépendantes + on a confiance dans ces émetteurs de monnaie fiduciaire / on a le quantitative easing (capacité d'émission énorme) / on a un déficit d'intérêt (stt pour les ménages et l'investissement public). Les investissements en infrastructures sont en déficit.

Quelles solutions et pourquoi ?

- Utilisation du monopole d'émission monétaire
- Le QE orthodoxe consiste à acheter des dettes souveraines a été mis en œuvre.

Il y a des options diverses :

- Investir en fonds propres dans les entreprises,
- Mandater des investissements (A qui ? investisseurs de LT, Banques publiques, ...)
- Restaurer les incitations pour améliorer la qualité des investissements publics.

P.Jaillet (Banque De France)

USA est dans une position différente de son cycle que l'Europe.

On est dans un cycle qui dure depuis 6-7 ans alors que les cycles US sont plutôt de 4-5 ans.

La FED a un double mandat.

La politique monétaire aux USA reste très accommodante malgré la remontée des taux.

Certains veulent re-« normaliser » les taux et revenir à la « normale ».

La majorité pense qu'il faut attendre. Le taux d'intérêt à l'équilibre (non observable) qui permet une croissance équilibrée a baissé (200-250 points de base soit un tx négatif).

La politique monétaire n'est donc pas si accommodante que cela.

Se pose aussi la question de « l'overshooting » de la politique monétaire avec les risques de sur-réaction des variables économiques ?

On se demande s'il ne faut pas sortir de la politique non conventionnelle + les marchés sont moins fragmentés entre la dette publique par exemple ... donc c'est plus facile à mettre en œuvre.

Se pose la question de la frontière d'efficience de la politique monétaire.

Il faut que les banques centrales renouvellent leur politique de communication stt aux USA.

Questions :

Coeuré :

Le cadre conceptuel de la BCE n'a pas changé mais la nature des relations entre les variables et le contexte a changé. Il faut chercher à comprendre ces relations.

Les modèles ne sont pas obligatoirement faux mais les paramètres changent.

Les taux intérêts ont des effets redistributifs. Il faut donc étudier ces effets

Ce n'est pas aux banques centrales de dire où doit aller l'investissement car ce n'est pas une institution politique, l'investissement et son affectation sont des choix de société à mettre en œuvre par des gens élus.

La BC crée l'environnement propice aux investissements mais ensuite ce sont aux politiques de prendre leurs responsabilités.

P.A.

Concernant la monnaie hélicoptère ? La dette publique a été achetée par la banque centrale qui finance la politique budgétaire et les prestations sociales donc c'est une forme de monnaie hélicoptère

On envisage le QE for the people (pour les plus pauvres) : selon P. Artus, cela existe déjà en fonction de ce que font les Etats de la liquidité mise à disposition.

Coeuré :

Le débat sur l'hélicoptère monnaie est un signe du désarroi par rapport à la politique budgétaire, car on dépasse un peu le rôle traditionnel du mandat de la Banque Centrale.

Regards croisés sur l'avenir de la zone euro
Jeudi 10/11/2016, 9h-10h30

Agnès Benassy Quéré (professeur)
Laurence Boone (chef économiste AXA groupe)
Lars P Feld (Professeur en Allemagne)
Francesco Giavazzi (Professeur en Italie)

Agnès Benassy Quéré (professeur)

Construction européenne :

- Aides des Etats
- Union bancaire avance bien (pour contrebalancer la puissance de certaines banques dont l'activité est équivalente au PIB des pays)
- Union des marchés de capitaux en cours

PSC ne fonctionne tjs pas

La coordination des politiques macro. non plus.

Faut-il aller plus loin, changer de modèle ? Faut-il un modèle fédéral ?

Peut-on continuer avec un pilotage automatique ? Quelles évolutions des institutions ? Quelles solidarités ?

2015 = fut édité le rapport des 5 présidents

Il propose un programme en 3 étapes :

- 1^{er} étape (en cours) : Union bancaire, CV économique (fin en 2017)

Ils vont faire un livre blanc pour la 2^e étape et 3^e étape

Francesco Giavazzi

L'euro ne sera peut-être pas toujours. On a déjà eu des unions monétaires en Europe qui ont disparu (Union latine, en Allemagne).

Il faut une CV entre les pays, or quand on regarde les PIB/hab il y a des trajectoires différentes. En Italie le PIB /hab n'a pas augmenté depuis 95.

On a donc des DV.

De plus, les pbl de chômage massif dans certains pays conduisent à des difficultés indéniables.

2 type d'austérité : aug° des impôts ou diminution des dép.

Les effets sont très différents. + 1% d'impôt, PIB/hab = -3% 3 ans plus tard

Le multiplicateur pour la baisse des dép. est de 1.

Il faut préciser le type d'austérité. Italie a fait de l'austérité en 2011 uniquement du côté des impôts ce qui a eu un effet très récessif.

2 csq des élections US :

- Csq dangereuse sur la limitation du libre-échange stt si on pense à la grande dépression ;
- Csq sur la défense européenne, Trump a annoncé qu'il ne paierait pas pour la défense d'autres pays. On n'a jamais parlé de défense européenne, maintenant on a peut-être en parler.

Lars P Feld (en anglais !!)

Je ne comprends pas.

Résumé :

On peut restructurer l'euro et son fonctionnement. Il y a de nouveaux risques à prendre en compte.

Il ne faut stt pas faire une union de transfert avec une assurance chômage européenne car il y a des pbl « d'aléa moral ».

Il y a d'autres formes d'union possible avec par exemple les euro-bonds

Laurence Boone

Il faut redonner confiance dans l'institution, le but de l'UE.

Il faut faire ce que l'on dit, mettre de la démocratie dans ce système.

Ex : Plan Juncker a été vendu comme un plan d'investissement public or ce ne sont pas des investissements publics ni pour la plupart des fonds publics.

Il ne faut pas sous-estimer le rôle du parlement européen et redonner de la transparence et de la confiance.

Il faut mettre en place les bonnes politiques.

On n'a pas du tout fait le marché unique comme on l'avait annoncé. Les entreprises font face à des réglementations européennes + des réglementations nationales en + (stt dans les services).

Francesco Giavazzi

Il manque un mécanisme de gestion commune de la demande et des déficits de demande.

MES (mécanisme européen de stabilité) : décision à l'unanimité des pays qui y participent. Ce fonds a été peu utilisé car il y a très rapidement des conflits.

Sur la règle des 3%, il faudrait enlever les investissements publics car on en a un déficit.

Le pbl est que les Etats risquent de mettre une partie des dépenses courantes en investissant (ex : aug° des profs).